



LE DÉPARTEMENT

Envoyé en préfecture le 29/05/2020
Reçu en préfecture le 29/05/2020
Affiché le 29/05/2020
ID : 026-222600017-20200529-CONVMLDC-CC

PLAN DEPARTEMENTAL D'ACTION POUR LE LOGEMENT ET L'HEBERGEMENT DES PERSONNES DEFAVORISEES DE LA DROME

FONDS UNIQUE LOGEMENT ET HABITAT

Année 2020

Convention relative à l'action :

Action logement Garantie Jeunes

Entre :

Le **DEPARTEMENT DE LA DROME**, représenté par Madame la Présidente du Conseil départemental, en exécution de l'arrêté régi par l'ordonnance 2020-391 du 1er avril 2020, ci-après dénommée « le Département »

d'une part,

Et :

MISSION LOCALE DROME DES COLLINES ROYANS VERCORS, 30 boulevard Rémy Roure, 26100 ROMANS-SUR-ISERE, représentée par son Président, dûment habilité par son Conseil d'administration, ci-après dénommé « l'Association »

d'autre part,

PREAMBULE

La Mission Locale a pour but d'accompagner les jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire dans leur parcours vers l'emploi et l'autonomie.

« Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité, dans les conditions fixées par la présente loi, pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et des services téléphoniques » Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au Logement.

Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (2019-2024) prévoit des actions visant particulièrement, les personnes dépourvues de logement, les personnes menacées d'expulsion, les personnes hébergées ou logées temporairement en structure, les personnes en situation d'habitat indigne ou d'habitat précaire, ou occupant des locaux impropres à l'habitation, les personnes en situation de surpeuplement manifeste dans leur logement, les personnes confrontées à un cumul de difficultés (financières et sociales).

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Le Département met en place des accompagnements pour les ménages en difficulté d'accès ou de maintien de logement. Pour ce faire, un financement d'actions a été prévu dans le cadre du Fonds Unique Logement et Habitat.

La présente convention a pour objet de définir les engagements et obligations des parties concernant « **l'Action logement Garantie Jeunes** ».

Article 2 : Obligations de l'Association

Du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020, l'association mènera l'action suivante : **Action logement Garantie Jeunes**.

L'objectif de l'action consiste à faciliter l'accès au dispositif de la Garantie Jeunes (GJ) pour les jeunes âgés de 18 à 25 ans. A cette fin, un hébergement dans un logement en colocation leur est gratuitement mis à disposition durant le temps d'accompagnement intensif obligatoire prévu par le dispositif GJ, soit 6 semaines de présence quotidienne. Cela participe de leur prise d'autonomie dans la construction de leur parcours d'insertion, et vers l'accès à un logement autonome.

La prestation de location est confiée à SOLIHA Drôme.

L'Association s'engage à mettre gratuitement ce logement à disposition de **12 jeunes** au minimum et 30 au maximum bénéficiant du dispositif GJ, habitant sur le territoire Drôme des Collines Royans Vercors (hors Romans et Bourg de Péage), en situation de précarité financière et inscrits dans une démarche d'insertion professionnelle, durant les 6 semaines d'accompagnement intensif.

L'Association assurera la préparation des jeunes à l'entrée dans cet hébergement ainsi qu'un suivi de la vie collective dans le logement tout au long des 6 semaines d'hébergement et à la sortie.

Pour cette action :

L'Association devra se coordonner avec les services sociaux concernés et l'adjoint logement du pôle logement référent. Elle devra notamment rendre compte à l'adjoint logement des décisions de la commission d'attribution.

L'Association s'engage à affecter un personnel qualifié et/ou expérimenté dans le domaine social, condition nécessaire à la bonne conduite des actions mises en œuvre.

L'Association devra faire apparaître l'intervention du Département dans toute action de communication relative aux actions. Dans ce cadre, les documents édités par l'association porteront la mention « *avec la participation du Département* ». Le logo du Département faisant l'objet d'une charte graphique, l'association devra se rapprocher de la Direction de la Communication pour obtenir tous les renseignements relatifs à la diffusion externe du logo.

Article 3 : Obligation du Département

Pour l'exercice budgétaire 2020, le Département s'engage à verser au compte de l'Association la somme maximale de **8 280 €** pour cette action.

Le paiement sera assuré par l'UDAF, gestionnaire du Fonds Unique Logement et Habitat (FULH), en deux fois :

- 80 % à la signature de la convention
- le solde après production du rapport d'activité visé à l'article 4.

Article 4 : Évaluation

Le Chef du Service Habitat-Territoires de la Direction des Politiques Territoriales et les Adjoints logement sont garants du suivi de l'exécution de la présente convention. Ils sont susceptibles de demander à l'association de produire à tout moment les éléments nécessaires au contrôle des actions.

L'Association s'engage à alerter les services départementaux susvisés dès qu'elle prévoit ou constate l'apparition d'évènements risquant de compromettre la bonne marche des actions.

L'Association s'engage à remettre par voie dématérialisée aux adresses mails génériques suivantes :

habitat@ladrome.fr et logement-bourgdepeage@ladrome.fr

- ⇒ **Bilan intermédiaire de l'action** à remettre chaque année et **au plus tard le 15 juillet 2020**. Il devra comprendre une analyse de l'état d'avancement de l'action. Ce bilan fait l'objet d'une rencontre avec l'adjoint logement concerné.
- ⇒ **Documents bilan** à remettre après la fin de l'action et **au plus tard le 31 janvier 2021** . Il devra comprendre :
 - Les modalités de fonctionnement des actions (horaires d'ouverture, localisation, moyens humains et matériels mis à disposition, etc.),
 - La typologie des ménages (provenance, ressources, origine géographique, composition familiale),
 - Les caractéristiques des logements rendus disponibles ou offres nouvelles durant l'année,
 - Une analyse de la progression des ménages par rapport aux objectifs définis.
- ⇒ **Documents bilan** à remettre au **plus tard le 30 juin 2021** :
 - Un **résultat analytique des charges et des produits pour chacune de ces actions**,
 - Le **compte de résultat consolidé et le bilan de l'association** certifiés par le commissaire aux comptes (si la législation impose son contrôle).

Article 5 : Confidentialité des données (CNIL)

Les données contenues sur les supports et dispositifs informatiques (Fichiers Word, Excel...) remises par le Département de la Drôme à l'occasion de l'exécution de la présente convention restent la propriété du Département de la Drôme. Ces données contenues sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

Conformément aux articles 34 et 36 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et au RGPD (UE 2016/679), l'association s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité et l'intégrité des informations et notamment qu'elles ne soient pas déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées. Elle met en œuvre les droits des personnes concernées.

En fin de convention, l'association s'engage à procéder à la destruction de tous les documents, fichiers manuels ou informatisés contenant les informations saisies.

Le Département de la Drôme se réserve le droit de procéder ou faire procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non respect du fondement des dispositions précitées, la responsabilité du signataire de la présente convention peut être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

Le Département de la Drôme pourra prononcer la résiliation de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect du fondement des dispositions précitées.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature. La clôture définitive de la convention interviendra après la réalisation complète des obligations de chacune des parties.

Article 7 : Révision - Résiliation - Litige

Toute modification fera l'objet d'un avenant délibéré dans les mêmes conditions que la présente convention.

En cas de mauvaise exécution ou d'inexécution totale ou partielle de la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, un mois après l'envoi par le Département d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse.

La résiliation de la présente convention pourra entraîner sur simple demande du Département, la restitution de tout ou partie des sommes versées.

En cas de litige, les parties s'engagent préalablement à toute action contentieuse à se rencontrer afin de trouver une solution négociée. En cas d'échec, le litige sera porté devant le Tribunal compétent.

Fait à Valence, le

En deux exemplaires originaux.

Pour le Département,
La Présidente du Conseil départemental,

Pour l'Association,
Le Président,

Marie-Pierre MOUTON.